

Emigration et développement économique

Enjeux pour la région maghrébine

Résumé

Cet article tente de cerner les mobiles qui poussent les ressortissants maghrébins à l'étranger à transférer une partie de leurs revenus vers leur pays d'origine. A la lumière de ces motivations qui peuvent relever soit de décisions individuelles des migrants soit de décisions collectives de tout un groupe de personnes, l'article procède à une estimation de l'ampleur des flux financiers formels et informels accompagnant chacune de ces décisions, avant de se pencher sur l'examen de leurs éventuels impacts. Ces derniers paraissent ambigus. En effet, les transferts revêtent un caractère ambivalent : ils peuvent aussi bien propulser que handicaper l'activité économique de la zone bénéficiaire. La possibilité d'un développement économique de la région maghrébine via l'émigration mérite réexamen.

Mots-clés

Emigration, développement, transferts de fonds, motivations, impacts, pays maghrébins.

Abid Ihadiyan*

Université Abdelmalek
Essaâdi, Tanger.
(ihadiyan_abid@yahoo.fr)

1. Introduction

L'émigration est un phénomène d'ampleur planétaire. Toutes les régions du monde connaissent des mouvements plus ou moins importants de personnes. Ces mouvements sont généralement issus des régions moins avancées et prennent pour direction les zones développées. Parallèlement à ces déplacements de personnes se développent des mouvements financiers relatifs aux transferts par les immigrés d'une partie de leurs revenus vers leur région d'origine. Même si les statistiques relatives à ces transferts monétaires entre pays d'immigration et pays d'émigration ne sont pas toujours les mêmes, elles révèlent, néanmoins, l'importance du volume des montants transférés d'un pays à l'autre (1). En effet, ils contribuent pour une très large part aux ressources perçues par les pays récepteurs, dépassant dans certains cas la part apportée par des rubriques entières d'exportation (tels que les phosphates ou le textile-habillement pour le Maroc). Le volume considérable de ces transferts mérite une attention particulière.

(1) D'après les chiffres de l'Office des changes du Maroc, les transferts privés des travailleurs marocains à l'étranger s'élevaient pour l'année 2003 à environ 35 milliards de dirhams. Ce qui représente plus de 10 % du PIB.

On notera, en outre, que les observations effectuées ne tiennent pas compte de toute l'ampleur du phénomène parce qu'elles ne prennent en considération que les transferts qui passent par des voies officielles (c'est-à-dire, par le biais de la poste ou des banques). Est donc absent de ces chiffres toute une catégorie d'échanges qui ne passent pas par ces circuits mais qui empruntent d'autres voies que l'on qualifie d'informelles. L'analyse des déterminants des montants transférés revêt alors une importance considérable.

Un certain nombre de théories sont avancées pour justifier ces transferts. Certaines ne font pas le lien avec les déterminants qui ont conduit les agents à migrer. Or, les conditions d'apparition des transferts sont parfois reliées aux motifs mêmes des migrations. Ces deux phénomènes ne peuvent être étudiés séparément. Les transferts réalisés par les migrants sont soit la résultante de la migration (2), soit leur cause (3).

La composition des flux migratoires est, par ailleurs, primordiale puisque les conséquences sur les pays de départ seront très différentes selon que les migrants représentent une main-d'œuvre qualifiée ou non-qualifiée. L'émigration du capital humain d'un pays peut en effet être préjudiciable à sa croissance (4). De la même façon, l'effet local des transferts est directement conditionné par les caractéristiques de la population qui en bénéficie. La question de l'utilisation des fonds est alors posée. Les motifs qui déclenchent les comportements de transferts sont sous-jacents à cette interrogation puisque les bénéficiaires seront différents en fonction de ces motifs. L'impact des transferts en termes de développement économique pourra être différent selon le degré de richesse initial des bénéficiaires.

Notre étude portera sur les migrations au départ des pays en développement (cas des pays du Maghreb) et à destination des pays industrialisés (cas des pays de l'Union européenne). Les conséquences sur les pays d'accueil n'étant pas l'objectif de ce texte, l'ensemble de notre réflexion portera sur les perspectives de développement des pays d'origine.

Après avoir détaillé dans la deuxième section de cet article les justifications théoriques des migrations et des transferts et avoir tenté de préciser lesquelles peuvent déterminer avec la plus grande probabilité la motivation des transferts chez les Maghrébins (5), une troisième section se penchera sur l'estimation de ces flux, une quatrième examinera leurs incidences sur l'économie des pays du Maghreb et, enfin, une dernière section conclura.

2. Causes des transferts

Deux types de critères interviennent dans la décision d'émigrer. En effet, celle-ci est souvent envisagée en référence à des motifs individuels mais on peut aussi mettre en lumière des logiques familiales. Chacune de ces logiques peut donner lieu à des comportements de transfert qui répondront alors à des mobiles très variés. Afin de mettre l'accent sur la spécificité de chacune d'elles, les déterminants individuels de la migration et des transferts seront

(2) Certains motifs de déplacement seront plus propices à entraîner des transferts comme dans le cas altruiste.

(3) Comme le décrit le modèle de choix de portefeuille.

(4) Baisse de la dotation en facteur travail.

(5) Une enquête est prévue prochainement pour déterminer les motivations spécifiques aux Maghrébins.

examinés dans un premier point avant d'analyser au sein d'un deuxième les migrations familiales et les transferts qu'elles engendrent.

2.1. Les motivations individuelles

La palette d'explications pour les transferts financiers privés est large. La validité de certaines des justifications du phénomène implique obligatoirement que le migrant désire revenir au pays à plus ou moins brève échéance, mais d'autres ne posent aucune restriction de cette sorte. La gamme qui sera exposée parvient par conséquent à rendre compte d'une vaste proportion des situations observées, même lorsque toute idée de retour est exclue.

Dans la littérature économique des transferts, deux catégories principales de critères s'opposent : l'altruisme et l'intérêt personnel du migrant.

2.1.1. Altruisme et transferts

La recherche du bien-être d'autrui est généralement envisagée comme un comportement altruiste. Toutefois, des attitudes stratégiques s'apparentent parfois (et de façon tout à fait volontaire par leurs initiateurs) à de l'altruisme alors qu'il n'en est rien.

Les sentiments altruistes éprouvés par la personne qui quitte sa famille sont très souvent avancés afin d'expliquer l'attitude de redistribution au sein des membres du groupe. Les transferts sont alors utilisés comme un moyen direct de compenser des écarts de revenu entre le donateur et le bénéficiaire. L'élément principal dans ce type de comportement réside dans le fait que ces sommes d'argent sont données à titre gratuit, sans rien exiger en contrepartie. L'individu altruiste est alors celui dont la propre utilité dépend positivement de celle des autres, c'est-à-dire de l'utilité des personnes envers lesquelles il éprouve un tel sentiment. Dès lors, lorsque le niveau d'utilité dépend de la consommation, le migrant altruiste transfère afin d'augmenter le revenu réel du bénéficiaire. Le véritable comportement altruiste reste cependant difficile à déceler. Il est possible dans certains cas de simuler des sentiments altruistes.

Jusqu'ici, on a attribué les sentiments altruistes en particulier aux personnes qui migrent. Il est possible d'inverser le raisonnement en supposant que les migrants sont des individus égoïstes à l'inverse de leurs parents restés au pays. Le comportement de transfert trouve alors une justification différente mais tout aussi rationnelle que la précédente. Dans ces conditions, le migrant est-il mu par cet altruisme ou par l'égoïsme ? Il est facile de démontrer que les deux notions ne se ramènent en réalité qu'à une seule. Lorsqu'il fait face à un interlocuteur parfaitement altruiste, un individu égoïste peut avoir un intérêt privé à se comporter lui-même comme un altruiste et à maximiser de manière conjointe avec son partenaire les ressources financières du groupe. Si cette coopération se concrétise par l'accroissement du revenu de la personne altruiste, alors il obtiendra lui-

même en retour un revenu plus élevé que celui qu'il aurait été en mesure d'atteindre en agissant de manière isolée, et ce, grâce à la redistribution qu'opérera l'altruiste à son égard.

Pour cette raison, le migrant se comportera comme s'il était altruiste alors qu'il ne l'est pas : on qualifiera ceci « d'altruisme impur » ou encore « d'altruisme stratégique ». Dans cette perspective, le migrant transférera vers son groupe d'origine afin d'entretenir le stock d'actifs physiques et financiers disponibles (nombre d'hectares de terre cultivable, taille du cheptel, etc.), voire d'en accroître la valeur. En effet, celui-ci fera l'objet de legs qui représentera l'héritage du migrant. Les sommes reversées sont alors assimilées à un investissement personnel dont la rentabilisation est différée.

Le caractère stratégique que peut revêtir l'altruisme conduit irrémédiablement à évoquer une autre classe de facteurs déclenchant les transferts : l'intérêt privé constitue dans de nombreux cas le support privilégié d'un tel comportement. Les mobiles à la source de l'attitude des migrants sont alors très variés.

2.1.2. Les intérêts privés

Trois motivations précises sont en général mises en avant lorsque l'on évoque les transferts répondant à des intérêts privés : la préservation des chances d'héritage, les échanges de services et la recherche d'un certain prestige. D'autres éléments peuvent néanmoins venir se greffer sur ces motifs.

Parmi ces trois critères couramment cités, la perspective de l'héritage occupe une place de choix. Le montant des transferts est alors indexé sur la valeur de cet héritage.

Les sommes rapatriées s'apparentent aussi, sous certains aspects, à des éléments intégrés dans une relation d'échange de services. Elles représentent par exemple le prix de l'attention portée par le bénéficiaire au patrimoine local de l'émigré. Le but recherché par celui-ci est de s'assurer de l'entretien et de la fructification de ses biens (6). Elles peuvent également s'assimiler à la contrepartie monétaire de la disparition des services de proximité que rendait le migrant lorsqu'il résidait sur place (7). Dans le premier cas, l'émigré achète un service qui sera fourni par les membres de sa famille alors que, dans le second, il réalise un paiement envers eux pour les indemniser de la perte qu'il leur inflige en optant pour une émigration.

Les montants reversés à la suite de modifications dans les revenus des bénéficiaires et des donateurs ne seront pas les mêmes selon le motif de transfert retenu. Lorsque le transfert est altruiste, son montant augmente avec le revenu de l'initiateur mais diminue avec celui du récipiendaire puisque celui-ci atteint plus vite le niveau d'utilité sous lequel l'individu ne veut pas qu'il descende. Au contraire, s'il s'agit de la valeur marchande des services rendus par le groupe, la hausse des ressources de celui-ci accroît le coût d'opportunité de la fourniture de tels services. La poursuite de ces derniers ne sera alors réalisée qu'au prix d'un transfert plus généreux. S'il est donc

(6) Ses terres, son troupeau, etc.

(7) C'est-à-dire la participation aux tâches quotidiennes, l'aide apportée pour l'éducation des enfants, etc.

ardu de trancher entre les deux modèles sur la seule base du choix entre transférer ou non, un outil de discrimination utile est l'observation du montant du transfert et du sens de son évolution lorsque le revenu du bénéficiaire varie.

Plusieurs tests ont été réalisés dans ce sens. Lucas et Stark (1985) concluent au rejet empirique du motif altruiste puisque le bas niveau de revenu des sédentaires n'est pas compensé par des transferts particulièrement larges des émigrés. En revanche, les individus les plus susceptibles de toucher un héritage tout comme ceux qui détiennent des actifs à entretenir dans leur pays d'origine transfèrent des montants relativement élevés. Il n'est pourtant pas possible de trancher entre les deux critères ici inclus dans les motifs d'intérêt personnel : le motif d'héritage et celui d'échange de services puisqu'il existe une corrélation positive entre les individus candidats à l'héritage et ceux qui ont laissé un patrimoine au pays (les garçons sont souvent les seuls à posséder un troupeau de bétail et ce sont également eux qui bénéficient le plus largement des legs des parents).

Cox (1987) confirme la validité empirique du modèle des échanges de services en remarquant que la relation qui unit le montant transféré au niveau de revenu du bénéficiaire est positive. Il précise, d'autre part, que les résultats obtenus concordent avec les caractéristiques démographiques des personnes qui sont habituellement considérées comme les principaux fournisseurs des services. En effet, les filles sont majoritaires dans ces activités, et les sommes qu'elles reçoivent sont aussi très élevées. L'auteur se focalise ainsi non pas sur les initiateurs des transferts mais sur leurs destinataires. Pourtant, son analyse ne permet pas non plus de trancher au sein des explications passant par l'intérêt privé, c'est-à-dire entre le modèle d'échange de services et celui lié à l'héritage puisque ce dernier motif n'est pas pris en compte dans ses développements.

Un dernier élément est généralement inclus dans les modèles qui mettent en avant l'intérêt personnel que peut avoir le migrant à transférer. A partir du moment où celui-ci a la volonté de revenir chez lui, il est important qu'il puisse le faire dans les meilleures conditions possibles. Il faut alors mettre l'accent sur l'accueil qui lui sera réservé à cette occasion. Les versements opérés pendant toute la durée de son absence aident l'individu à ne pas se faire oublier et à préserver sa place dans la hiérarchie sociale. Cela lui assure aussi un certain prestige. C'est pourquoi il est important de préserver un lien étroit avec la communauté d'origine. Cela évite d'être exclu du groupe et de perdre sa dignité. Il continuera au contraire à être reconnu comme un membre à part entière de la famille. Les conclusions de Hirshleifer (1985) se situent dans la lignée de ces travaux. Le transfert est alors un moyen d'améliorer son rang dans la société lors du retour.

Par ailleurs, les croyances personnelles de l'agent peuvent représenter une source d'explication des transferts. En effet, les croyances liées aux obligations morales ou religieuses des personnes font que le migrant peut

considérer qu'il est de son devoir vis-à-vis de ses parents et frères de préserver ce lien. C'est dans ce dernier cadre que pourrait s'inscrire la motivation de transferts effectués par une large partie des émigrés maghrébins (8).

(8) Une enquête, que nous projetons de réaliser prochainement, permettra de mieux nous éclairer sur ce point.

2.2. Les motivations de groupe

L'analyse abandonne ici les postulats justifiant les migrations par des décisions strictement individuelles pour leur substituer une autre vision du phénomène. Le choix de la décision de migration s'inscrit dans une logique collective et résulte d'une décision prise par l'ensemble des membres du groupe. Le phénomène ne s'applique pas forcément à la totalité des personnes formant le groupe mais peut ne concerner qu'un nombre limité d'entre elles.

L'objectif est de réduire la variabilité du revenu généralement lié à l'activité agricole et d'atteindre un résultat final en termes de stabilité des ressources. Afin d'égaliser le revenu inter-temporel total du ménage, la famille cherche à se procurer des liquidités complémentaires par une voie autre que l'exploitation de la terre qui ne procure qu'un revenu incertain, car soumis aux aléas climatiques (9). Pour cela, elle envoie un ou plusieurs de ses membres travailler sur un autre site (en ville ou, dans le cas des migrations internationales, dans un autre pays) où le risque pesant sur la stabilité du revenu est moins intense et, en tous les cas, non positivement corrélé avec celui du revenu agricole (Stark, 1991 ; Hoddinott, 1994 ; Taylor et Wyatt, 1996 ; Taylor, 1999).

(9) L'exemple du Maroc est très parlant dans ce cas.

La question de la migration s'analyse en parallèle avec l'analyse des motivations des transferts et ces deux éléments s'allieront pour assurer une diversification efficace des ressources. Le système "d'assurance mutuelle" ainsi créé protège le revenu de chacune des personnes du groupe. La famille joue le rôle d'assureur pour le migrant en lui apportant un soutien financier pendant toute la durée qui lui est nécessaire pour trouver un emploi et, une fois sa situation stabilisée, c'est le migrant qui devient l'assureur de sa famille. Il compense d'éventuelles variations ou insuffisances de revenu par des transferts réguliers d'une partie de son salaire. Le revenu total de la famille provient donc de diverses sources présentant des caractéristiques différentes en matière de risque, ce qui réduit les possibilités de banqueroute pour la communauté dans son ensemble. Les modalités dans lesquelles s'inscrit un tel accord résultent d'un contrat implicite mais assorti de sanctions.

Ce modèle dit "de gestion de portefeuille" emprunte donc les enseignements issus de l'économie financière et particulièrement de la théorie des choix de portefeuille dont il a conservé le nom. En retravaillant les principes de diversification des actifs et de répartition des risques pour les adapter aux questions spatiales dans le domaine des migrations et des transferts, le modèle s'inscrit dans une logique de spécialisation et d'exploitation des avantages comparatifs. Le groupe va en effet choisir parmi ses membres ceux qui sont les plus à même de contribuer au revenu total

en migrant. La migration tout comme le transfert sont deux instruments mis au service d'une seule et même volonté ; l'un et l'autre sont nécessaires à l'efficacité de la réduction du risque. Un rapport de complémentarité s'établit donc entre eux, et le motif de la migration consiste alors très précisément dans l'existence des transferts. La problématique traditionnelle est donc renversée. Au lieu d'expliquer pourquoi les transferts apparaissent lorsqu'il y a eu migration, on fait de ces transferts la cause même de la migration.

Le succès du système décrit jusqu'ici dépend fondamentalement des versements effectués. Toute la difficulté va consister à contraindre le migrant à transférer.

3. L'estimation des transferts de fonds

Nous nous intéresserons ici tout d'abord aux sommes comptabilisées qui empruntent les voies institutionnelles ; ensuite nous mettrons l'accent sur le caractère non comptabilisable de certaines formes de transferts.

3.1. L'évolution des transferts officiels

La progression des transferts officiels des revenus du travail à destination des pays du Maghreb, depuis le début des années 70 (10), se caractérise par différentes phases qui alternent entre-elles : forte progression, ralentissement puis reprise (cf. annexes tableau 1).

La décennie 70 a connu une progression impressionnante. Les ressources transférées ont été multipliées par environ 6 entre 1970 (303 millions de dollars) et 1981 (1 814,4 millions de dollars). Une explication possible concernant cette période est que la progression des transferts était due à la majoration des salaires que la plupart des pays européens a connue à la suite de la crise inflationniste.

Depuis cette date, le rythme s'est ralenti : seulement 1 728,3 millions de dollars en 1982 et encore moins en 1984 (1 518 millions).

Une brusque reprise est enregistrée en 1986. En effet, le chiffre atteint 2 118 millions de dollars. Cette reprise est sans doute en rapport avec les dévaluations intervenues au Maghreb au début des années 80. La progression s'est poursuivie l'année suivante pour subir un certain fléchissement par la suite ; mais un niveau conséquent de 2 957,6 millions de dollars est atteint au début des années 90.

Une analyse par pays, qui consiste en l'examen des parts de chacun des trois pays dans le total des transferts reçus par le Maghreb, montre que cette augmentation globale est en réalité imputable principalement aux transferts réalisés en direction du Maroc.

Alors que la part des revenus des Algériens dans les transferts globaux vers le Maghreb régresse (cf. annexes tableau 2), celle des Marocains s'accroît de plus en plus. Ainsi, en 1990, plus des 2/3 des transferts sont imputables aux seuls Marocains. Même si, entre 1990 et 1994, les Tunisiens ont réussi

(10) Les sommes d'argent transférées par les immigrés maghrébins ne sont devenues significatives qu'à partir des années 70. D'ailleurs, la plupart des sources statistiques n'ont commencé à s'intéresser à ce type de transferts qu'à partir de cette date.

à accroître leur part de cinq points pour atteindre une proportion de 25 % en 1994, celle-ci reste très faible face aux 75 % dus aux Marocains. 25 % des Tunisiens + 75 % des Marocains. Où est alors la part des Algériens ?

La communauté marocaine est de loin, devant l'algérienne ou la tunisienne, la plus active en matière des transferts de fonds. (Elle est aussi la plus nombreuse.) Deux explications de ce constat sont possibles. La première réside dans l'élargissement du champ migratoire marocain. En effet, à la différence des Algériens qui restent dans leur grande majorité très orientés vers la France, les Marocains et, dans une moindre mesure, les Tunisiens ont amplifié leur dispersion à travers l'Europe. Ce faisant, ils ont plus de chances d'avoir un emploi que lorsqu'ils se focalisent sur un seul pays. Les transferts de revenus enregistrent donc cette diversification géographique des migrants marocains et tunisiens.

La deuxième explication a trait aux efforts déployés par le gouvernement marocain qui a toujours manifesté un intérêt croissant pour l'argent des émigrés. En effet, celui-ci a incité et soutenu la mise en place d'un réseau bancaire pour la collecte de l'épargne des Marocains expatriés à l'étranger. Ainsi, le Maroc est le seul pays maghrébin qui a multiplié ses agences de collecte à travers l'Europe.

Il y a, indiscutablement, une corrélation positive entre ces progressions de transferts officiels et l'évolution des communautés maghrébines à l'étranger. Plus cette diaspora est large, plus grande est l'importance des transferts. Mais encore, il semble que, en ce cas d'espèce, le rythme de l'évolution des transferts dépasse celui des migrants.

Malgré la diversification signalée précédemment, la France reste le principal pays d'émission des transferts enregistrés au Maghreb : 90 % environ des revenus algériens, 42 à 70 % des revenus marocains et tunisiens (Simon, 1990). Pour le Maroc, les transferts effectués à partir de la France étaient encore très importants en 1998, environ 54 % (cf. annexes tableau 3).

Les relations financières en matière de revenus du travail qui existent entre la France et le Maghreb sont anciennes, les plus anciennes de toute la diaspora maghrébine. Elles reflètent toute la complexité des liens et des systèmes migratoires qui fonctionnent depuis longtemps entre les deux rives de la Méditerranée. Les transferts effectués directement par les migrants à leur famille en Afrique du Nord, en utilisant les canaux traditionnels de la poste ou de la banque, ne constituent en fait qu'une partie des transferts réels qui découlent de la migration internationale de travail. On serait presque tenté de dire qu'il s'agit de la partie apparente de l'iceberg en raison de l'ampleur des flux qui transitent par des voies souterraines ou du moins non comptabilisés. On abordera ci-dessous l'importance et le fonctionnement de ces voies.

3.2. Les circuits parallèles

Le fonctionnement des circuits parallèles ou souterrains est une donnée fondamentale des transferts migratoires entre le Maghreb et les pays

d'immigration. De toute évidence, l'Algérie est la plus concernée, la plus touchée aussi par ce phénomène qui affecte également la Tunisie et, dans une moindre mesure, le Maroc.

L'activité du marché immobilier, l'ampleur des investissements dans ce secteur et la pression qui s'exerce sur le sol montrent concrètement sur le terrain, au Maghreb, que les revenus officiels de la migration, ceux qui transitent par les canaux institutionnels, ne peuvent pas seuls rendre compte de la circulation réelle des fonds qui proviennent de l'étranger. Cette économie s'appuie sur deux piliers : la compensation et les flux de marchandises.

La compensation fonctionne dans les pays, comme ceux du Maghreb, soumis à un strict contrôle des changes, où les nationaux ne peuvent disposer que d'une faible allocation de devises convertibles pour leurs sorties à l'étranger. Les candidats au voyage se mettent en relation avec des compatriotes émigrés qui mettent à leur disposition, dans le pays étranger, la somme demandée et versent aux familles de ces derniers l'équivalent en monnaie nationale avec souvent des bénéfices très importants.

Il est traditionnel dans les migrations internationales de travail que les émigrés rapportent à leurs familles des cadeaux et toutes sortes de produits ; mais cette tradition, au Maghreb et tout spécialement en Algérie, a pris les formes d'un système de distribution commerciale. De véritables circuits sont organisés avec regroupement des demandes dans les régions algériennes, achat dans le pays d'immigration et déplacement d'intermédiaires entre les deux zones. Cette activité plus ou moins souterraine, appelée « commerce à la valise », repose sur l'envoi régulier des colis postaux dont la valeur annuelle serait conséquente.

Sans sous-estimer la réalité de ces économies parallèles dans les deux autres pays, il est évident que le revenu réellement transféré par les migrants et perçu au Maghreb est nettement supérieur aux transferts officiels. Il serait intéressant de tenter de déterminer l'impact local de ces flux financiers.

4. Impacts économiques des transferts

Afin de bien cerner l'incidence de l'émigration et des transferts sur les économies du Maghreb, il nous paraît judicieux d'examiner celles-ci à deux horizons différents, court et long.

4.1. Effets directs sur l'équilibre de court terme

Nous analyserons successivement les effets sur le revenu des familles restées dans le pays d'origine, les incidences sur la balance des paiements dudit pays et, enfin, les effets sur son équilibre monétaire.

4.1.1. Effets sur le revenu familial

Le niveau de vie du migrant et de sa famille étant la motivation essentielle dans la prise de décision d'émigrer, on doit s'attendre à ce que les transferts de salaires induisent une amélioration des conditions de vie de la famille

du migrant. Pour apprécier cette incidence, il convient d'en examiner les différentes affectations possibles.

Il y a tout d'abord le remboursement des dettes que certains émigrés contractent pour partir à l'étranger (Newland, 2003). En toute hypothèse, cela ne représente qu'une faible part des transferts de salaires.

Ensuite, une partie importante de ces fonds sera affectée à l'achat de terrains et la construction immobilière. La possession d'une maison, au même titre que la préférence pour les métiers indépendants, traduit le désir d'ascension sociale du migrant, ascension qui, dans les structures sociales existantes, s'exprime fondamentalement par la double indépendance professionnelle (non salarié) et personnelle (propriété).

L'affectation des fonds du migrant à l'achat de biens durables produits par le pays d'immigration (ou importés par le pays d'émigration) n'est pas exclue, et pour trois raisons : l'écart des prix relatifs dans le pays d'immigration et le pays d'émigration, le taux de change du pays d'émigration et enfin, l'effet d'imitation adopté par certaines familles.

La différence des prix relatifs incite l'émigré à acquérir des biens durables lors de son séjour à l'étranger puisque ces derniers sont relativement chers dans le pays d'origine du migrant. Ensuite, pour ne pas perdre une partie de la valeur des devises lors de l'opération de change, l'émigré préfère effectuer ces achats à l'extérieur si le taux de change officiel de la monnaie de son pays d'origine est surévalué. Enfin, l'émigration accentue l'effet d'imitation : des familles modestes sont entraînées à acquérir certains biens durables qui ne sont pas produits par l'économie nationale et, par là même, accroissent les importations non directement productives.

Deux implications fondamentales des envois de remises et de leurs effets sur les familles doivent être soulignées : l'amélioration du revenu des membres des familles de ceux qui sont partis s'explique exclusivement par des facteurs monétaires. Elle ne résulte pas d'une transformation des conditions réelles de production, c'est-à-dire d'un accroissement de salaire induit par les départs. On doit souligner également l'effet dual de ces envois. D'un côté, la relative prospérité des familles qui les reçoivent incite au départ de nouveaux émigrants, soit de la même famille, soit d'autres familles (effet d'imitation), ce qui permet l'entretien du processus d'émigration. De l'autre côté, par leur volume et l'affectation qui en est faite, les remises enracinent les familles au pays et réduisent les départs à l'étranger et l'exode rural (effet revenu).

4.1.2. Effets sur la balance des paiements

Pour les pays d'émigration, les transferts de salaires des émigrés constituent, indiscutablement, une source considérable de devises. Le tableau 1 (cf. annexes) en témoigne pour les pays maghrébins. Mais, pour mieux apprécier l'importance de cette ressource, l'examen des parts qu'elle représente dans le PIB (cf. annexes tableau 4) ou dans l'exportation de marchandises (cf. annexes tableau 5) de chacun des trois pays est nécessaire.

Il ne fait pas de doute que cet "enrichissement" apparent incite les pays à pratiquer une politique d'émigration avec moins d'entraves aux déplacements de la main-d'œuvre.

La question de l'efficacité de ces rentrées de devises est plus délicate. La réponse dépend au moins de deux facteurs : l'importance relative des transferts de salaires et leur affectation.

L'observation montre qu'après une première phase de courte durée, au cours de laquelle le migrant doit pourvoir à son installation, les envois de fonds enregistrent une progression très sensible. Le point de retournement survient lorsque, après quelques années d'expatriation, le migrant fera venir sa famille. Les transferts sont alors réduits aux seuls envois éventuels pour les ascendants.

C'est donc après quelques mois d'expatriation que les transferts vont représenter une part importante des salaires du migrant. Si l'on combine cette approche micro-économique avec le processus auto-entretenu de l'émigration, il résulte que c'est au bout de quelques années que la conjonction des deux éléments risque de produire son plein effet. Alors les transferts constituent un élément déterminant de l'équilibre de la balance des paiements, dans la mesure où le démarrage économique nécessite des importations de biens de production dont le financement ne peut être envisagé que par un accroissement des exportations, les devises ramenées par l'émigration peuvent constituer une condition permissive du développement.

Tout dépend de l'utilisation qui en est faite. Quels achats de biens ces devises servent-elles à financer ? Vers quel pays cette capacité accrue d'importation va-t-elle se diriger ? (Pays émetteur ou récepteur de migrants ?)

Si la monnaie du pays récepteur des émigrés n'est pas convertible, le pays émetteur ne pourra utiliser ces devises qu'en accroissant ses importations du premier pays. Cette hypothèse a pour effet d'exercer une forte contrainte sur le pays d'émigration et parallèlement de diminuer très sensiblement l'effet négatif de l'envoi de devises sur l'équilibre des paiements du pays récepteur. Ce mécanisme est l'un des liens de dépendance bilatérale qu'introduit la migration entre les pays émetteurs et les pays récepteurs de main-d'œuvre.

Quelle que soit l'hypothèse de convertibilité, la question centrale de l'affectation des devises demeure. Cette capacité accrue d'importation peut servir à financer, soit l'achat de biens de consommation, soit l'achat de biens de production. Un Etat soucieux du problème de développement peut introduire une discrimination tarifaire d'après la nature des importations. Seront encouragés les biens de production et découragés les biens de consommation. Mais cela ne saurait suffire à garantir que les biens de production seraient préférés aux biens de consommation, car l'argument de la distribution des revenus s'applique de la même façon. Cependant, le coût d'importation de ces biens de consommation risque d'être très élevé et, partant, les ressources que l'Etat retire des droits de douanes, importantes.

(11) Cas du Maroc qui connaît souvent la sécheresse.

Le transfert est une source directe d'utilité puisqu'il permet de réduire le risque qui pèse sur le revenu tout en apportant des ressources supplémentaires à l'économie. Lorsque l'essentiel des ressources nationales dépend d'une production agricole aléatoire (11), la perspective de revenus complémentaires stables représente une importante source d'utilité. Le transfert représente un instrument efficace de lissage de la consommation inter-temporelle. En diminuant la volatilité des ressources du pays, ces fonds supplémentaires aident l'économie à décoller lorsqu'ils sont investis dans des activités d'innovation locales.

Les transferts représentent des flux de ressources supplémentaires pour le pays d'origine, même si leur amplitude, on l'a vu plus haut, peut être variable selon la communauté considérée. L'incitation à investir ces revenus complémentaires dans l'économie provient des caractéristiques-mêmes de celle-ci.

Dans l'économie traditionnelle, deux forces agissent négativement sur les capacités des exploitations agricoles à assurer la subsistance de toutes les personnes qu'elle abrite. D'une part, l'accroissement du nombre d'individus lié aux naissances d'enfants réduit les quantités disponibles pour chacun. D'autre part, l'arrivée à l'âge adulte des jeunes générations épuise encore plus rapidement les ressources puisque la ration calorique nécessaire croît avec l'âge.

Des innovations dans la technologie de production semblent dès lors indispensables pour transformer les cultures traditionnelles en un mode de production agricole plus diversifié et plus efficace. Il peut s'agir de l'achat de nouvelles terres, de l'acquisition d'un matériel nouveau ou de l'utilisation de nouvelles techniques. Or, ce changement est difficile à entreprendre du fait du manque de moyens financiers : il aurait fallu dégager un surplus que l'on aurait alors pu mobiliser à cet effet. Une telle innovation s'accompagne en outre inévitablement d'une prise de risque supplémentaire qui a de fortes chances de ne pas être consentie. N'ayant pas de possibilité de recours efficace au marché du crédit, les exploitants ne s'engageront pas a priori dans une telle voie, sauf s'ils ont accès à un mode de financement qui ne met pas en péril leurs propres revenus.

Les transferts effectués par les migrants constituent alors l'apport financier indispensable à la mise en place d'innovations coûteuses dans les modes de production mais susceptibles de permettre l'extraction d'un surplus du travail agricole. Ils permettent d'injecter dans l'économie les liquidités nécessaires. Lorsque les sommes reçues sont affectées à des investissements productifs, elles sont susceptibles d'orienter l'économie vers l'autosuffisance alimentaire (Stark, 1980).

Cependant, le décollage de l'économie à la suite des transferts n'est pas acquis. Certains éléments plaident contre le caractère bénéfique de ces derniers.

4.1.3. Effets sur l'équilibre monétaire

Les remises des émigrés ont pour effet d'accroître le revenu disponible des familles et d'accroître aussi la capacité d'importation du pays et les possibilités de crédits bancaires. De la politique de l'Etat et de la politique de la banque peut dépendre l'efficacité de l'utilisation de ces devises.

Grâce aux remises, la banque peut accroître son offre de monnaie, mais rien ne permet de penser qu'à ce surcroît de ressources correspond une demande des entreprises. Les deux phénomènes sont indépendants, et il est hautement probable que la demande privée fasse partiellement défaut.

L'utilisation efficace de l'aisance bancaire repose principalement sur la politique de développement de l'État. En toute hypothèse, une grande part de la capacité de prêts supplémentaires servira à financer les demandes de crédits à la consommation.

Les envois de fonds par les émigrés sont à l'origine d'une inflation par la demande. L'Etat, par sa politique monétaire de réserves obligatoires, peut contrôler l'excès d'offre de monnaie alimentant l'inflation. Il n'en va pas de même des familles des migrants qui, par un effet de richesse, vont augmenter leurs consommations et provoquer alors des tensions inflationnistes. Ces tensions sont surtout fortes dans des régions à haut taux d'émigration. C'est le cas ainsi des régions du nord du Maroc, de la Grande Kabylie et du Sud tunisien.

Au total, il ne fait pas de doute que les remises ont un fort effet inflationniste qui réduit sensiblement le revenu réel des familles. Cependant, il faut remarquer la différence entre les familles d'émigrants et les autres. Pour les premières, en dépit d'un taux élevé d'inflation, la hausse du revenu réel reste très sensible. Pour les secondes, en revanche, l'absorption du pouvoir d'achat par l'inflation est plus accusée.

4.2. Conséquences de long terme

Si le bilan des effets de l'émigration sur l'équilibre de court terme est plutôt positif, qu'en est-il des conséquences à plus long terme sur le développement ?

4.2.1. Dynamique des envois de salaires

Les envois de remises, véritable manne à court terme, sont susceptibles, à long terme, de tourner au désavantage du pays qui les reçoit.

Lorsque le transfert est effectué en réponse à des sentiments altruistes, l'effet global est beaucoup moins favorable que dans le cas où il est motivé par des intérêts personnels du transférant. En effet, la motivation essentielle est de subvenir aux besoins des proches restés au pays. Les transferts peuvent alors se traduire par des conséquences extrêmement préjudiciables pour le pays qui en bénéficie et sont susceptibles d'handicaper sa croissance. D'une part, la présence des transferts dissuade les agents de travailler et élève leurs

prétentions salariales. D'autre part, leur régularité peut entraîner des effets de dissuasion sur l'investissement lui-même et bloquer l'économie dans un cercle vicieux de dépendance alimentaire vis-à-vis du reste du monde. Ils peuvent être favorables à l'amélioration de la productivité du travail, particulièrement dans le cadre des économies faiblement développées, puisqu'ils accroissent l'alimentation à la fois en quantité et en qualité, mais ils peuvent aussi être handicapants dans certaines situations en freinant l'incitation au travail. Cela peut être le cas par exemple lorsqu'ils s'adressent à des individus dont la consommation alimentaire était suffisante avant même la réception du transfert.

Le marché du travail local peut souffrir d'un manque d'offre de travail. Le transfert peut s'analyser comme une prestation sociale quelconque, non conditionnelle au fait d'être en inactivité. Or, l'augmentation du revenu non salarial rend les individus plus exigeants en termes de rémunérations pour entrer sur le marché du travail et prendre une activité salariée. Le pays risque alors de s'enfermer dans une spirale de non-développement.

La réduction de l'incitation au travail peut jouer un rôle important. Dans ce cas, si les transferts sont employés à des fins de consommation et non d'investissement, la dynamique locale se trouve réellement inhibée : les effets de sélection, déjà néfastes dans l'optique migratoire, jouent négativement aussi dans celle des transferts. En effet, ils limiteront alors fortement l'offre de travail. Placés devant l'arbitrage traditionnel « consommation-loisir », les agents voient leurs possibilités de consommation augmenter par la seule réception du transfert. Un effet de revenu en découle et provoque une augmentation de la demande pour tous les biens normaux, y compris pour le loisir. De même, l'entrée des inactifs sur le marché du travail sera conditionnée à des propositions salariales plus attractives.

Même si l'on ne peut affirmer que l'accroissement de la consommation que les transferts autorisent est automatiquement néfaste puisqu'elle accroît le bien-être des consommateurs, leurs effets sur le marché du travail sont, eux, plus mitigés.

Les transferts peuvent être utilisés pour augmenter la consommation immédiate de leurs bénéficiaires au lieu d'être investis dans l'économie. Leur impact sur la croissance est alors clairement défavorable. Loin de favoriser le développement du pays, ils peuvent alors en paralyser l'expansion économique. Les résidents comptent sur ces revenus pour atteindre un niveau de consommation conforme à leurs besoins et n'ont plus d'incitation à transformer les structures productives pour les rendre plus efficaces et moins sujettes aux risques climatiques. Le pays se trouve alors enfermé dans une spirale de « sous-développement ». Etant donné que l'économie est incapable dans la situation initiale de répondre à la totalité des besoins, les sommes transférées sont nécessaires pour combler ce manque.

Néanmoins, même lorsque le niveau de consommation désiré peut être atteint sans que l'intégralité du transfert ne soit mise à contribution, les

sommes restantes ne seront pas forcément investies dans l'amélioration de la productivité. En effet, la motivation à transformer les modes de vie traditionnels est parfois quasiment absente parce que, même en cas d'aléas atmosphériques particulièrement défavorables, les individus sont assurés de ne pas voir leur consommation affectée : les transferts compensent l'écart entre leurs besoins et ce que fournit l'exploitation agricole. En outre, une telle transformation peut être redoutée et donc volontairement différée, ce qui limite encore l'incitation à investir.

Dans ces conditions, l'excédent du transfert sera utilisé à des fins non productives, perpétuant ainsi la dépendance de l'économie dans les années de faible production agricole (Rempel et Lobdell, 1978). Le transfert ne sert qu'à entretenir la famille, et l'insuffisance des investissements locaux empêche le décollage de l'économie. Cette dépendance auto-entretendue de l'économie locale vis-à-vis des revenus extérieurs est souvent décrite par le « syndrome du migrant ».

4.2.2. La problématique du retour des émigrés

Pour le pays de départ, le mythe du retour est l'un des éléments irrationnels les plus trompeurs dans l'analyse du phénomène de la migration. Les pays d'origine expriment une certaine préférence pour le retour de leurs ressortissants. Cette volonté peut reposer sur trois soucis majeurs :

- bénéficier d'une main-d'œuvre préparée au développement industriel, et ayant peut-être acquis une qualification ;
- ne pas perdre le coût d'éducation que le pays a supporté ;
- enfin, retrouver sa propre population.

Mais, à cause de certains obstacles que rencontre l'émigrant lors de son retour, sa réinsertion dans le pays d'origine a peu de chances d'être efficace.

Le premier obstacle à la réinsertion résulte des divergences entre les aspirations du migrant et les impératifs de développement du pays.

Le recours au concept de capital humain trouve ici une limite. La rationalité économique voudrait que le migrant de retour tire profit de son acquis industriel et prenne place dans le processus d'industrialisation. Ce que vise le migrant, c'est avant tout une ascension économique et sociale. Si l'on admet que, pendant la durée d'absence, les structures sociales n'ont pas changé, c'est par référence à ces structures que le migrant cherche à affirmer son ascension. Dans ces sociétés, le signe le moins équivoque de la mobilité sociale c'est l'indépendance, qui se traduit sur le plan personnel par l'acquisition d'une maison et, sur le plan professionnel, par la préférence pour les métiers non agricoles et non salariés.

Le problème de la réinsertion se pose en des termes spécifiques lorsqu'il s'agit de pays à économie centralisée. Des contradictions ne manquent pas d'apparaître entre un processus d'émigration fondé sur le libre choix individuel et une tentative de réinsertion dans un système planifié. Concrètement, l'émigrant de retour a une certaine accoutumance au travail

industriel et possède un certain capital qu'il souhaite investir. Si, à son retour, il fait face à un spectre restreint des choix des investissements possibles, le migrant se trouvera contraint à se rabattre sur certaines activités (taxis, restauration...) déjà surexploitées, d'où surinvestissements et gaspillage de ressources.

A son retour, le migrant préfère exercer une activité tertiaire ou indépendante. On pourrait penser qu'en l'absence de migration extérieure, l'exode rural aurait conduit au même type de situation et que l'émigration externe est neutre à cet égard. Cette hypothèse est irréaliste. En pratique, l'exode rural se fait du secteur primaire au secteur secondaire, selon des processus plus ou moins directs (passage par une phase transitoire de chômage temporaire ou d'activité dans le bâtiment). L'émigration extérieure n'est donc plus le relais qui permet la mutation structurelle primaire / secondaire, mais tout au contraire le processus qui permet, en définitive, d'échapper au travail industriel. En ce sens, elle aggrave la mauvaise allocation des ressources et compromet fortement le développement. A cet égard, il est remarquable de constater que les professions exercées à l'étranger n'ont aucune influence sur les projets professionnels des migrants.

Du point de vue de l'implantation géographique, deux localisations sont possibles : soit la région d'origine, région agricole ou en voie d'industrialisation, soit une autre région, en toute hypothèse en voie d'industrialisation. Admettons que la probabilité de voir un travailleur urbain retourner à la campagne après son émigration est extrêmement faible, reste à savoir quelle est la part des travailleurs ruraux qui retournent dans leur région d'origine, par opposition à ceux qui préfèrent s'installer en ville. Il s'agit donc de déterminer dans quelle mesure l'émigration externe peu favoriser ou défavoriser la redistribution interne de la population.

5. Conclusion

La prise en compte de l'existence des transferts de fonds effectués par les migrants nuance les tendances négatives des phénomènes migratoires. Cependant, les impacts locaux propres à la réception de ces versements de fonds peuvent être ambigus. Deux effets directs se manifestent : le premier est favorable puisqu'il concerne la réduction du risque qui affecte une économie largement dépendante de l'activité agricole ; l'autre est, au contraire, sévèrement handicapant puisqu'il diminue l'incitation au travail.

L'utilisation des transferts par les bénéficiaires est ensuite au centre de l'étude sur leurs incidences économiques. Elle conditionne leurs effets sur la croissance du pays. Alors que leur affectation à l'investissement mène celui-ci sur la voie du développement, leur utilisation comme supplément de consommation peut freiner le décollage de l'économie.

L'effet net des transferts n'est alors pas clairement déterminé et laisse planer le doute sur le caractère profitable de l'accompagnement des

migrations par les transferts. Leur présence peut soit aggraver les effets laissés par les migrations, soit réduire ceux-ci. Toutefois, l'apport de devises aux pays du Maghreb est indiscutablement important. Pour pouvoir en tirer profit et être en mesure de mettre l'ensemble de la région sur les rails du développement, il revient aux gouvernements de ces trois États – à travers une politique efficace et transparente facilitant l'accueil et l'établissement de l'émigré maghrébin – de canaliser cette manne sur des activités porteuses à haute valeur ajoutée et intégrant de la nouvelle technologie.

Annexes

Tableau 1
**Transferts officiels au Maghreb des revenus
des travailleurs à l'étranger**

(en millions de dollars courants)

Années	Algérie	Maroc	Tunisie	Maghreb	Egypte
1980	405,7	1 053,7	318,6	1 778,0	2 696,0
1981	447,2	1 013,5	353,7	1 814,4	2 180,9
1982	506,7	849,2	372,4	1 728,3	2 081,9
1983	392,4	916,1	359,5	1 668,0	3 165,4
1984	329,5	871,8	316,7	1 518,0	3 930,5
1985	313,5	967,2	270,8	1 551,5	3 496,2
1986	358,3	1 398,3	361,4	2 118,0	2 972,8
1987	486,6	1 587,2	486,3	2 560,1	3 011,9
1988	378,7	1 303,4	544,4	2 226,5	3 383,9
1989	345,3	1 336,5	487,7	2 169,5	3 532,0
1990	352,4	2 006,3	598,9	2 957,6	3 742,6
1991	233,0	1 990,2	570,0	2 793,2	3 750,6
1992	829,0	2 170,4	574,4	3 573,8	5 477,9
1993	993,0	1 959,0	597,8	3 549,8	4 960,0
1994	—	2 072,5	688,1	2 760,6	5 073,0
1996	1 045,0	2 165,0	736,0	3 946,0	—

Sources : World Bank Data 1995 ; PNUD 1999, Rapport sur le développement humain.

Tableau 2
**Répartition des transferts officiels entre
les pays du Maghreb**

(en pourcentage de l'ensemble des transferts)

Années	Algérie	Maroc	Tunisie	Maghreb
1981	25	56	19	100
1986	17	66	17	100
1990	12	68	20	100
1994	—	75	25	100
1996	26	55	19	100

Calculs effectués par l'auteur à partir des données du tableau 1.

Tableau 3
Origine des transferts officiels au Maroc

(en millions de dirhams)

Pays	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
France	10 615,0	10 805,4	11 159,7	10 036,1	10 372,6	10 206,1	10386,3	14974,0	14 461,7
Italie	618,0	724,7	1 659,7	1 740,2	1 915,9	2 043,6	2 994,2	5 863,7	3 697,6
Pays-Bas	1 165,8	953,5	1 005,6	859,5	1 314,6	1 065,4	1 606,5	3 485,7	2 109,0
U.E.B.L	1 466,8	1 447,1	1 520,1	1 366,3	1 263,7	1 075,4	1 853,6	1 970,1	2 073,4
Allemagne	956,9	986,8	996,5	938,8	1 069,9	959,6	979,8	1 924,0	1 349,1
Espagne	251,8	235,0	471,0	617,3	786,6	580,2	924,2	1 895,2	1 957,0
Total*	16 814,4	16 819,9	18 873,3	18 033,4	19 310,9	19 001,5	22 961,6	36 858,1	31 707,9

Source : Office des Changes.

* Le total correspond à des transferts effectués par les Marocains résidant dans d'autres pays, en plus de ces 6 principaux pays.

Tableau 4
Les transferts en pourcentage du PIB des pays du Maghreb

Années	Algérie	Maroc	Tunisie	Maghreb
1980	1,0	5,6	3,6	11,8
1981	1,0	6,6	4,2	9,3
1982	1,1	5,5	4,6	8,1
1983	0,8	6,6	4,4	11,2
1984	0,6	6,8	3,9	12,8
1985	0,5	7,5	3,3	10,1
1986	0,6	8,2	4,1	8,3
1987	0,8	8,5	5,0	8,5

Années	Algérie	Maroc	Tunisie	Egypte
1988	0,6	5,9	5,4	10,9
1989	0,6	5,8	4,9	10,4
1990	0,6	7,8	4,9	10,6
1991	0,5	7,2	4,4	11,4
1992	1,7	7,7	3,7	15,4
1993	2,0	7,4	4,1	12,6
1994	—	6,6	4,4	11,8

Source : World Bank Data 1995.

Tableau 5
**Les transferts en pourcentage des exportations
de marchandises des pays du Maghreb**

Années	Algérie	Maroc	Tunisie	Egypte
1980	3,0	43,6	14,8	70,0
1981	3,2	44,4	14,4	54,5
1982	3,8	41,6	18,8	54,1
1983	3,1	44,5	19,4	84,6
1984	2,6	40,3	17,8	99,3
1985	2,4	45,1	15,9	89,0
1986	4,4	58,0	20,5	83,1
1987	5,4	57,1	23,2	133,0
1988	5,0	36,1	22,7	104,5
1989	3,6	40,3	16,6	131,0
1990	2,7	47,4	17,0	119,0
1991	1,9	46,5	15,4	96,5
1992	7,2	54,9	14,2	150,8
1993	9,5	53,2	16,0	145,1
1994	—	51,6	14,8	165,5

Source : World Bank Data 1995.

Références bibliographiques

- Cox D. (1987), « Motives for Private Transfers », *Journal of Political Economy*, vol. 95, n° 1, p. 508-546.
- Hirshleifer J. (1985), « The Expanding Domain of Economics », *American Economic Review*, vol. 75, p. 53-68.
- Hoddinott J. (1994), « A Model of Migration and Remittances Applied to Western Kenya », *Oxford Economic Papers*, vol. 46, p. 459-476.
- Lianos T.P. (1997), « Factors Determining Migrant Remittances : The Case of Greece », *International Migration Review*, vol. 31, p. 72-87.
- Lucas R. et Stark O. (1985), « Motivations to Remit : Evidence from Botswana », *Journal of Political Economy*, vol. 93, n° 51, p. 901-918.
- Newland K. (2003), « Migration as a factor in development and poverty reduction » in <http://www.migrationinfotmation.org/feature>
- Office des Changes du Maroc : [http:// www.oc.gov.ma/](http://www.oc.gov.ma/)
- Rempel H. et Lobdell R. (1978), « The Role of Urban-to-Rural Remittances in Rural Development », *Journal of Development Studies*, vol. 14, p. 324-341.
- Simon G. (sous la direction de) (1990), *les Effets des migrations internationales sur les pays d'origine : le cas du Maghreb*, Paris, SEDES, p. 18.
- Stark O. (1980), « On the Role of Urban-to-Rural Remittances in Rural Development », *Journal of Development Studies*, vol. 16, p. 369-374.
- Stark O. (1991), « La migration dans les pays en développement : les risques, les transferts et la famille », *Finances et développement*, vol. 28, n°4, p. 39-41.
- Stark O. (1995), *Altruism and Beyond*, Cambridge University Press.
- Taylor J. E. et Wyatt T. J. (1996), « The Shadow Value of Migrant Remittances, Income and Inequality in a Household-Farm Economy », *Journal of Development Studies*, vol. 32, n°6, p. 899-912.
- Taylor J.E. (1999), « The New Economics of Labour Migration and the Role of Remittances in the Migration Process », *International Migration*, vol. 37, n° 1, p. 63-86.